



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

COMMANDEMENT DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL DE LA GENDARMERIE NATIONALE

CENTRE OPÉRATIONNEL DE SOUTIEN INFRASTRUCTURE ET LOGEMENT

BUREAU MARCHES BUDGET CHARGES

CONSULTATION N° 2021-009 du 16 septembre 2021

MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE

En application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique du 1er avril 2019

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

OBJET DU MARCHÉ :

**BEYNES (78) – CAMP DE LA FRILEUSE – BÂTIMENT 060 –
TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DE PLOMBERIE**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PRÉSENTATION.....	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2 ALLOTISSEMENT.....	3
1.3 MARCHÉ À TRANCHE.....	3
1.4 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION.....	3
1.5 PHASAGE DES TRAVAUX.....	3
1.6 MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	3
1.7 MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	3
ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	3
2.1 OBLIGATIONS DES TITULAIRES.....	3
2.2 RÈGLEMENT, NORMES.....	4
2.2.1 Sujétions consécutives au COVID 19.....	5
2.2.2 Diagnostic(s) avant travaux.....	5
2.3 CONTACT AVEC LES SERVICES PUBLICS ET PRIVÉS.....	5
2.4 RESPONSABILITÉ DE L'EXÉCUTION.....	5
2.5 QUALITÉ DES MATÉRIAUX UTILISÉS.....	5
2.6 ORGANISATION DU CHANTIER.....	5
2.6.1 Accès au site.....	5
2.6.2 Installation de chantier.....	6
2.6.3 Réunion de chantier.....	6
2.6.4 Gestion des déchets.....	6
2.7 CONTRÔLE, ESSAI, MISE EN SERVICE ET RÉCEPTION DES OUVRAGES.....	6
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES TRAVAUX.....	7
3.1 PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE RÉPUTÉES COMPRISES DANS L'OFFRE.....	7
3.2 LOT 1 MENUISERIE METALLERIE.....	8
3.2.1 Tranche optionnelle 1.....	9
3.2.2 Tranche optionnelle 2.....	9
3.3 LOT 2 ÉLECTRICITÉ.....	9
3.3.1 Tranche optionnelle 2.....	10
3.4 LOT 3 PLOMBERIE.....	10
3.5 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.).....	10
ARTICLE 4 – PIÈCES JOINTES EN ANNEXE.....	11

ARTICLE 1 – PRÉSENTATION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise en sécurité incendie du bâtiment 060 ainsi que le remplacement de canalisations de chauffage et d'eau froide, au camp de la Frileuse à BEYNES (78).

Il convient de parfaire l'installation SSI déjà présente dans le bâtiment et remettre en sécurité incendie l'infrastructure du bâtiment.

1.2 ALLOTISSEMENT

Ce marché est alloti en 3 lots :

- Lot 1 : Menuiserie Métallerie ;
- Lot 2 : Électricité ;
- Lot 3 : Plomberie.

1.3 MARCHÉ À TRANCHE

Ce marché comprend deux tranches optionnelles sur le lot 1 et une tranche optionnelle sur le Lot 2.

Le maître d'ouvrage attire l'attention des soumissionnaires vis-à-vis du fait que les deux tranches pourront être affermies simultanément.

1.4 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

Adresse du site : BEYNES (78650) – Camp de la Frileuse – avenue du général Leclerc – bâtiment 060

Ce bâtiment en R+2 de 1050 m² par étage est destiné à l'hébergement de stagiaires (jusqu'à 72 par niveaux). Au sous-sol se trouvent des locaux de stockage, une chaufferie et une soute à munition. Au rez-de chaussée sont situées les salles d'instruction. Le premier et deuxième étages sont constitués de chambres et de sanitaires collectifs (WC et douches).

1.5 PHASAGE DES TRAVAUX

Le bâtiment sera totalement inoccupé pendant les travaux. Cependant, afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de co-activité, les travaux débiteront par le lot 1 (Menuiserie Métallerie), puis le lot 2 (Electricité) et se termineront par le Lot 3 (Plomberie).

1.6 MAÎTRISE D'OUVRAGE

Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
Centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement
Quartier Mohier
4, avenue Busteau
94706 MAISONS-ALFORT

1.7 MAÎTRISE D'ŒUVRE

Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale
Centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement
Bureau de l'infrastructure – Section RGIF
Quartier Mohier
4, avenue Busteau
94706 MAISONS-ALFORT

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

2.1 OBLIGATIONS DES TITULAIRES

Dans le descriptif des ouvrages, le maître d'ouvrage s'est efforcé de renseigner le titulaire sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leur emplacement.

Les titulaires devront exécuter comme étant compris dans leur prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux que leur profession nécessite et qui sont indispensables pour l'achèvement complet des travaux et ce, conformément aux règles de l'art.

Les titulaires sont tenus, avant l'établissement de leur offre, de procéder à une **visite obligatoire du site**. Pour effectuer cette dernière, ils devront prendre contact avec la maréchale des logis-chef BOUCHER Christelle au 01.57.44.09.45 (bureau direct).

Les titulaires ne sauraient se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, de l'environnement des bâtiments, des installations existantes et des moyens d'accès.

Tous les documents graphiques remis aux titulaires pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'ils devront examiner avant tout commencement d'exécution. Les titulaires devront vérifier que toutes les indications fournies correspondent bien à la réalité, aux obligations des pièces écrites et de la réglementation. Les quantités et les mètres fournis par le maître d'ouvrage sont donnés à titre indicatif. Les titulaires devront réaliser leurs propres mètres.

Le marché étant traité à prix global et forfaitaire, l'appréciation des quantités et des prix des ouvrages relève de la responsabilité de l'entreprise.

Les titulaires devront transmettre au coordinateur SSI tous les documents demandés tels que prévus par les normes NF S 61-970 et NF S 61-932

2.2 RÈGLEMENT, NORMES

Le dimensionnement et l'exécution des installations sont à réaliser conformément aux lois, décrets, arrêtés, normes, règles diverses, prescriptions des organismes de contrôle et de sécurité, règlements divers et règles de l'art en application, au moment de l'exécution du marché, et en particulier :

- le code de la construction ;
- la norme UTE C15-105 relative aux installations électriques à basse tension dont les canalisations sont constituées de conducteurs isolés ou de câbles ;
- la norme UTE C15-106 relative aux sections des conducteurs de protection, des conducteurs de terre et des conducteurs de liaison équipotentielle dans le but d'assurer la protection des personnes ;
- la norme EN 60335 relative aux prescriptions générales de sécurité des appareils électriques ;
- la norme NF C15-100 qui traite de la conception, de la réalisation, de la vérification et de l'entretien des installations électriques alimentées sous une tension au plus égale à 1 000 volts (valeur efficace) en courant alternatif et à 1 500 volts en courant continu ;
- la norme NF S 61-970 fixant les règles d'installation des matériels et des liaisons filaires ou radioélectriques du système de détection incendie (SDI) ;
- la norme NF S 61-932 visant à assurer l'aptitude à la fonction des équipements techniques constitutifs d'un système concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ;
- le DTU 60 plomberie ;
- le DTU 36 menuiserie.

Si au cours des travaux, de nouveaux règlements venaient à entrer en vigueur, le titulaire est tenu d'en référer par écrit au maître d'œuvre.

La liste des textes cités n'est en rien limitative. Le titulaire est supposé connaître les règlements et normes en vigueur, à la date de l'offre, y compris ceux non énumérés.

S'agissant des textes parus avant la date d'établissement de la soumission, les modifications des prestations sont à la charges du titulaire. Pour les textes réglementaires à paraître après la date d'établissement de la soumission, les modifications sont à la charge du maître d'ouvrage. Cependant, il appartient au titulaire de proposer les conséquences financières au maître d'ouvrage avant toute exécution.

2.2.1 Sujétions consécutives au COVID 19

Au regard de la situation sanitaire, les entreprises prendront toutes dispositions pour la protection de leur personnel.

Dans ce cadre, elle se référeront au "guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID 19", dernière version en vigueur.

2.2.2 Diagnostic(s) avant travaux

Le rapport de repérage avant travaux de matériaux et produits contenant de l'amiante a établi l'absence d'amiante. CF annexe II

2.3 CONTACT AVEC LES SERVICES PUBLICS ET PRIVÉS

Le cas échéant, le titulaire est chargé d'établir à ses frais tous les contacts avec les services concessionnaires publics et privés des différents réseaux.

Ces démarches s'effectueront sous le contrôle et en accord avec le maître d'œuvre.

2.4 RESPONSABILITÉ DE L'EXÉCUTION

Le titulaire, désigne, dès la passation du marché et pour la durée intégrale d'étude et d'exécution des travaux, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur du maître d'œuvre.

2.5 QUALITÉ DES MATÉRIAUX UTILISÉS

Les fournitures doivent répondre aux spécifications des normes françaises et européennes en vigueur.

Préalablement à tout projet d'exécution, l'entrepreneur doit remettre toutes les fiches techniques, justifiant les qualités et la provenance des fournitures.

Le titulaire est tenu de fournir au maître d'œuvre tous les échantillons des matériaux prévus et de les laisser à disposition sur site durant la totalité du chantier.

Aucune commande de matériel ou de matériau ne pourra être effectuée par le titulaire, sinon à ses risques et périls, tant que les échantillons correspondants n'auront pas été validés par le maître d'œuvre.

Les matériaux fournis par le titulaire seront de premier choix et de marques connues. Ils doivent être neufs. Les étiquetages attestant de leur origine, label, date de fabrication et autres seront maintenus jusqu'à réception ou constat par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

2.6 ORGANISATION DU CHANTIER

2.6.1 Accès au site

Le camp de la frileuse est un site militaire. Dès notification du marché, les entreprises devront faire parvenir au maître d'œuvre une fiche de renseignement qui comportera la liste des personnels et véhicules qui interviendront sur le site. Cette liste sera complétée par les copies des pièces d'identité, les copies des cartes grises et cartes vertes. Après vérification, une autorisation d'accès sera transmise à l'entreprise.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser l'entrée au site à toute personne ayant un antécédent judiciaire.

Les demandes d'accès, pour les personnels non listés pendant la période de préparation des travaux, devront parvenir au maître d'œuvre au moins 72 heures à l'avance.

2.6.2 Installation de chantier

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Une attestation de non risque ou un plan de prévention décrivant les mesures à observer lors d'opérations présentant des risques d'interférences avec les utilisateurs habituels des lieux, ou lors de phases d'activités dangereuses sera établi en coordination avec le commandant de caserne.

Les travaux ne doivent pas perturber la continuité de fonctionnement ni la continuité d'exploitation du site.

En concertation avec le commandant de caserne, une zone de stockage temporaire des matériaux et des déchets pourra être mise à disposition.

Un plan d'installation de chantier sera obligatoirement fourni pendant la période de préparation de chantier.

L'ensemble des fournitures d'eau et d'électricité seront à la charge du maître d'ouvrage. L'entreprise titulaire veillera à disposer de ses propres moyens de raccordement (rallonges, tuyaux...) aux points mis à disposition.

2.6.3 Réunion de chantier

Le maître d'œuvre réalisera un suivi spécifique lors de la réunion de chantier hebdomadaire et il diffusera un compte-rendu détaillé de cette dernière.

2.6.4 Gestion des déchets

Les déchets seront retirés chaque jour.

Le titulaire est responsable des déchets produits et doit donc en assurer la gestion. Tous les matériaux déposés seront obligatoirement triés et, dans la mesure du possible, recyclés. Ils seront ensuite évacués en décharge agréée.

Les déchets des matériels, équipements et ceux issus du nettoyage devront être conditionnés et acheminés vers une installation de stockage ou de traitement agréée. Chaque titulaire fournira son plan de retrait de l'ensemble des bordereaux de suivi qui serviront à définir les quantités et la destination des matériaux. Les frais seront supportés par les titulaires.

Ainsi, à chaque évacuation, les bordereaux de suivi des déchets seront renseignés et remis au titulaire chargé de leur enlèvement. Un double sera conservé sur le chantier.

Lorsque les bordereaux seront complétés par le collecteur et l'éliminateur, ils seront retournés à chaque entreprise et archivés sur le chantier pour être consultable par la maîtrise d'œuvre.

En fonction de la qualité et de la quantité de déchets estimés, le titulaire pourra choisir de traiter chaque type de déchets dans des filières adéquates, identifiées dans le plan de gestion des déchets du BTP de la région correspondante au projet (sites de recyclage ou de valorisation matière ou énergétique).

2.7 CONTRÔLE, ESSAI, MISE EN SERVICE ET RÉCEPTION DES OUVRAGES

L'installateur du SDI devra réaliser tous les essais définis à l'annexe A1 de la norme NFS 61.970 et établir une fiche d'essai sur laquelle devra figurer :

- Le nom de la personne ayant effectué l'essai.
- Son agrément.
- La date et signature.
- Le détail de tous les composants testés avec les observations éventuelles.

Il devra par ailleurs réaliser des essais d'efficacité conformément à l'annexe A2 de la norme NFS 61.970.

En fin de travaux, il sera procédé par sondage, en présence du Maître d'Ouvrage et des installateurs, aux essais de corrélations des installations de l'ensemble du SSI.

Il sera aussi procédé aux essais fonctionnels de commande de tous les asservissements en présence de toutes les entreprises concernées par le SSI avec établissement des fiches de contrôle indiquant les éventuels problèmes rencontrés.

Les opérations d'autocontrôles et les essais fonctionnels des installateurs seront à présenter sous forme de fiches qui seront remises préalablement aux essais précités. Elles seront signées par chaque entreprise concernée.

Pour l'installateur du SDI, ces fiches d'autocontrôles devront décrire les points de contrôle obligatoires selon l'annexe A1 de la norme NFS 61.970, les procédés d'essais utilisés selon l'annexe A2 de la norme NFS 61.970 et les critères d'acceptation.

Un dossier des ouvrages exécutés sera remis obligatoirement au moment des opérations préalables à la réception. Ce dossier sera strictement conforme au descriptif détaillé énoncé à l'article 3.5 du présent C.C.T.P.

L'ensemble des prestations exécutées devra être garanti pour une durée d'un (1) an au titre de la **garantie de parfait achèvement (GPA)** à partir de la date de réception des travaux par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES TRAVAUX

Avant tout début de travaux, l'entrepreneur s'assurera que les différents produits prévus au présent CCTP conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des subjectiles dont il aura une parfaite connaissance, ainsi que des conditions climatiques ou autres particularités du chantier.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera toujours responsable du choix des produits qu'il entend mettre en œuvre.

La sécurité incendie déjà présente est assurée par un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 (ZETTLER – ZX/UGA+3F et ZB/UGA+2F).

L'ensemble des équipements mis en place dans ce marché devra être compatible avec le SSI déjà en place et conforme au rapport de coordination SSI annexé au présent CCTP (Annexe III)

3.1 PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE RÉPUTÉES COMPRISSES DANS L'OFFRE

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution. Précision : les plans d'exécution ne sont pas des schémas de principe ; ni des plans de fabrication. Ils reflètent la réalité des ouvrages à inscrire dans un environnement existant. Ils sont cotés avec le maximum de précisions et distinguent nettement les diverses natures de matériaux à mettre en œuvre. Ces plans et ces dessins doivent faire apparaître tous les détails de l'exécution, notamment :
 - les dimensions des ouvrages,
 - les formes et profils des éléments constitutifs,
 - l'emplacement, le nombre, la référence des articles, des matériaux et des fournitures prévus,
 - les détails d'assemblage et de fixation,
 - les dimensions des réservations à prévoir,
 - les modes de calfeutrements, d'étanchéité, les modèles et types de joints employés,
 - les détails des habillages,
 - et tous autres renseignements utiles en fonction des particularités des ouvrages.

L'entrepreneur sera tenu de fournir également :

- les fiches « produits »,
- les notes de calculs,
- son programme d'intervention (planning d'exécution détaillé avec contraintes d'enclenchement des différents corps d'état) et les modes opératoires de réalisation des travaux par rapport à la sécurité des travailleurs sur chantier et à celle des tiers.
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage nécessaires à la réalisation des travaux ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et protections diverses nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- tous dispositifs (écrans, bâches...) destinés à protéger les ouvrages existants du bâtiment ainsi que tous dispositifs nécessaires pour limiter les propagations de poussières (extracteurs le cas échéant) et d'éclats de matériaux de toute nature ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, calfeutrements CF, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans de récolement pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- la réfection d'ouvrages dégradés par l'entreprise lors des travaux.

Il est entendu que le prix global de chaque corps d'état doit comprendre tous les travaux qui ont pu échapper au détail de la description et qui en sont le complément indispensable au parfait achèvement de l'ouvrage, y compris dans le cas de travaux dans les constructions existantes. Aucune demande de supplément ne sera retenue sauf en cas de démolitions, faisant l'objet d'ordres formels et écrits. Les prestations non décrites mais techniquement nécessaires aux ouvrages seront donc obligatoirement incluses dans l'offre de l'entreprise.

Dans le cadre de la mission de coordination SSI assurée par le bureau d'études BATISS, il conviendra de lui transmettre tous les documents nécessaires à la validation par ses soins du dossier d'exécution du titulaire, ainsi que tous les documents nécessaires à la constitution du dossier d'identité du SSI.

Le titulaire devra notamment produire les plans et synoptiques de l'installation, sous forme de fichiers .dwg et .pdf, sur lesquels apparaîtront les équipements existants d'une part, et les équipements ajoutés ou modifiés d'autre part. Le maître d'ouvrage ne disposant pas des plans et synoptiques existants au format .dwg, il conviendra que le titulaire prenne à sa charge, et sans surcoût, la reconstitution de ces documents sur la base des plans et synoptiques au format .pdf fournis.

3.2 LOT 1 MENUISERIE METALLERIE

- Fourniture et pose de portes pare-flamme 1/2 heure équipées de ferme-portes, avec serrure à clé, **au sous-sol** afin d'en-cloisonner le volume des deux (2) escaliers (cf ANNEXE I) ;

- Fourniture et pose de barrières métalliques et d'un portillon d'au moins 1m20 de hauteur, au RDC, afin de dissocier les volées d'escalier menant aux étages de ceux menant au sous-sol sur les deux (2) escaliers (cf ANNEXE I) ;
- Remplacement des quatre (4) double-portes d'accès aux gaines électriques par des portes coupe-feu 1 heure avec serrure, sur chaque demi-pallier des deux (2) escaliers ;
- Retrait des éléments vitrés situés dans les couloirs (rez-de-chaussée, 1^{er} étage et 2ème étage) et remplacement par des cloisons coupe-feu une (1) heure ;
- Fourniture et pose de ferme-portes sur toutes les portes de chambres ;
- Remplacement des portes de recoupement des circulations horizontales et des cages d'escalier par des portes pare-flamme 1/2 heure, à fermeture automatiques sur toutes hormis celles du RDC (associé au SSI déjà en place par le lot électricité).

3.2.1 Tranche optionnelle 1

- Remplacement des quatre (4) double-portes vitrées d'accès au bâtiment par des portes tiercé vitrées simple vitrage (SP10) avec barre anti-panique et serrure (même clé pour toutes les portes) ;
- Réglage et remise en état des deux (2) portes vitrées intérieures.

3.2.2 Tranche optionnelle 2

- Dépose du faux plafond métallique en rez-de chaussée et mise en place d'un faux plafond en dalles acoustiques 60x60 sur les deux entrées du bâtiment (cf plan de localisation en ANNEXE I).

3.3 LOT 2 ÉLECTRICITÉ

- Repositionnement des deux (2) déclencheurs manuels d'alarmes, situés dans les cages d'escalier, au rez-de chaussée à proximité des sorties extérieures et de l'accès palier de chaque escalier, à une hauteur d'environ 1,30 m (installés de manière à ne pas être dissimulés par un vantail de porte) ;
- Traitement des gaines techniques des escaliers en rebouchant les percements horizontaux au ciment ou au plâtre afin de rétablir le degré coupe feu des murs ;
- Télécommande depuis le SSI des nouvelles portes coupe-feu à fermeture automatique mises en œuvre par le LOT 1 ;
- Fourniture et pose, de détecteurs automatique d'incendie associé au SSI partout où l'installation existante est en carence : les chambres, les circulations horizontales, les locaux de stockage, les locaux techniques, le local SSI et les gaines techniques abritant des équipements électriques (couloirs et escaliers) en respectant les exigences de dimensionnement de la NF S 61-970 ;
- Fourniture et pose sur la soute à munition, de détecteurs automatique d'incendie associé au SSI en respectant les exigences de dimensionnement de la NF S61-970 ; (cf ANNEXE I)
- Remplacement de l'éclairage de sécurité de type BAES par le type BAES/BAEH ;
- Fourniture et pose d'éclairage de sécurité type BAES/BAEH afin de compléter l'installation ;
- Programmation du rallumage des blocs d'éclairage de sécurité type BAEH en cas d'alarme évacuation ;
- Report de la surveillance des informations de synthèse du SSI au poste de police situé à l'entrée du camp par la mise en place d'une carte GSM ;
- Révision de la centrale SSI et de l'installation existante afin de s'assurer que tout est en fonctionnement. Remplacement, le cas échéant, des éléments défectueux et reprogrammation éventuelle de la centrale ;
- Fourniture et pose de panneaux de signalétique incendie des locaux, du plan d'intervention et du plan d'évacuation du bâtiment ;

- Distribution et câblage ;
- Essais et mise en service.

3.3.1 Tranche optionnelle 2

- Mise en place d'un éclairage LED répartis harmonieusement sur le faux plafond (cf plan de localisation en ANNEXE I).

3.4 LOT 3 PLOMBERIE

- Traitement des gaines techniques d'évacuation des eaux usées en rebouchant les trémies au ciment ou au plâtre afin de rétablir le degré coupe feu des planchers.

Remplacement des canalisations d'eau froide situées en sous-sol :

- Coupure d'eau et vidange des réseaux d'eau froide ;
- Dépose de l'ensemble de la tuyauterie acier de la chaufferie jusqu'au départ sanitaire du rez-de-chaussée et 1^{er} étage ;
- Fourniture et pose de canalisations d'eau froide de diamètre 50 multi-couche, y compris accessoires (manchons, coudes etc..) et supports de fixation ;
- Fourniture et pose de canalisations d'eau froide de diamètre 32 multi-couche, y compris accessoires (manchons, coudes etc..) et supports de fixation ;
- Fourniture et pose de vannes d'arrêt sur chaque pied de colonne et de vannes d'équilibrage ;
- Fourniture et pose d'une isolation par laine de roche avec coquille plastique ;
- Remise en charge des réseaux d'eau froide.

Remplacement des canalisations d'eau chaude situées en sous-sol :

- Coupure d'eau et vidange des réseaux d'eau chaude ;
- Dépose de l'ensemble de la tuyauterie acier de la chaufferie jusqu'au départ sanitaire du rez-de-chaussée et 1^{er} étage ;
- Fourniture et pose de canalisations d'eau chaude de diamètre 50 multi-couche, y compris accessoires (manchons, coudes etc..) et supports de fixation ;
- Fourniture et pose de canalisations d'eau chaude de diamètre 32 multi-couche, y compris accessoires (manchons, coudes etc..) et supports de fixation ;
- Fourniture et pose de canalisations d'eau chaude de diamètre 32 et 25 multi-couche, y compris accessoires (manchons, coudes etc..) et supports de fixation ;
- Fourniture et pose de vannes d'arrêt sur chaque pied de colonne et de vannes d'équilibrage ;
- Fourniture et pose d'une isolation par laine de roche avec coquille plastique ;
- Remise en charge des réseaux d'eau froide.
- Désinfection de l'ensemble des réseaux d'eau froide et chaude ;
- Analyse de l'eau.

3.5 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E.)

Les documents nécessaires seront remis en deux exemplaires au format informatique sur deux clés USB en ce qui concerne les plans (Pdf et Dwg), les fiches techniques et les diverses notices.

Il appartient au titulaire d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement des installations, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera constitué de l'ensemble des documents d'exécution qui auront été mis à jour en fin de chantier en fonction des modifications apportées en cours de chantier, à savoir :

- Les plans d'exécution mis à jour ;
- Les schémas de principe.

Ces documents seront complétés par :

- la liste des matériels et équipements installés y compris les coordonnées des fournisseurs ;
- les fiches techniques, notices de montage, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et des équipements en langue française ;
- les prescriptions de maintenance ;
- les certificats de conformité ;
- les certificats de garantie ;
- les documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.

Le D.O.E. de chaque lot sera obligatoirement remis lors des opérations préalables à la réception du lot concerné.

ARTICLE 4– PIÈCES JOINTES EN ANNEXE

- Annexe I : Dossier plans et photos.
- Annexe II : Rapports de repérage amiante avant travaux.
- Annexe III : Rapport de coordination SSI.
- Annexe IV : Dossier technique du SSI existant.
- Annexe V : Attestation de visite.